

# ÉLECTIONS RÉGIONALES

14 ET 21 MARS 2010

**LA FRANCE CHANGE,  
NOS RÉGIONS  
DOIVENT CHANGER AUSSI.**

ARGUMENTAIRE / AGRICULTURE : FACE À LA CRISE

Le 01/03/2010

## France : l'agriculture en chiffres

- 3,6% de la population active
- 810.000 emplois
- 540.000 exploitations
- 50% du territoire
- 1<sup>er</sup> producteur et exportateur agricole d'Europe

## Face à la crise agricole : les réponses du Président de la République et du Gouvernement

**Le plan d'urgence annoncé par le président de la République à Poligny le 27 octobre 2009 - 1,650 milliards d'euros pour soutenir les agriculteurs**

- **1 milliard d'euros de prêts bancaires, sur 5 ans**, aux exploitations en difficulté - l'aide de l'État ramène le taux maximum payé par l'agriculteur à 1% pour les jeunes agriculteurs et à 1,5% pour les autres
- **650 millions d'euros d'allègements fiscaux exceptionnels**

**La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche - Projet présenté au Conseil des ministres par Bruno LE MAIRE le 22 décembre 2009**

- garantir une **meilleure stabilité du revenu** des agriculteurs, notamment grâce à la mise en place de contrats entre les producteurs et l'aval de la filière
- garantir une **meilleure répartition de la valeur ajoutée entre les producteurs, les distributeurs et les industriels** - renforcement de l'observatoire des prix et des marges, pour une répartition plus juste de la valeur ajoutée au profit des producteurs
- **préserver le capital agricole national** - mise en place d'un **observatoire des terres agricoles françaises** pour préserver les terres agricoles françaises, notamment à proximité des agglomérations

### La régulation européenne des marchés agricoles

Le cœur de la réforme de la politique agricole commune (en 2013) doit tenir en deux éléments : le maintien d'une politique agricole commune forte avec un **budget élevé**, et une **régulation** des marchés agricoles

### CONTACT

DIRECTION DE LA CAMPAGNE NATIONALE

55, rue La Boétie – 75008 Paris

Tél. : 01.40.76.27.28

regionales2010@u-m-p.org



progressistes.fr

le nouveau centre



## **Le secteur laitier**

### **En chiffres**

- En France, le nombre de producteurs de lait de vache est en constante diminution (il ne reste que 87 799 exploitations en 2007). Près de 5 000 exploitations laitières disparaissent chaque année, soit une **baisse de 32,5% en 10 ans**. Aujourd'hui le troupeau moyen en France est de 43 vaches laitières, pour une production moyenne annuelle de près de 270 000 litres.
- Le « croissant laitier » (régions ouest, nord et est) rassemble 66% des producteurs de lait, la montagne 20%
- Le nombre de vaches laitières diminue de façon régulière depuis 5 ans et la baisse atteint 12,3% sur 10 ans. En parallèle, **le rendement par vache s'améliore régulièrement** (+ 9,7% sur 10 ans) pour atteindre 6 341 kg de lait par vache et par an
- NB : La collecte européenne est assurée à plus de 20% par l'Allemagne (1er producteur de l'UE à 27) et à près de 18% par la France. Parmi les nouveaux Etats-membres, la Pologne est le premier pays laitier (6,6% de la collecte).

### **Le soutien de l'Etat**

- **60 millions d'euros d'allègements fiscaux** (juin, octobre 2009)  
NB : En **janvier 2010**, Bruno LE MAIRE a décidé que les producteurs dont le quota individuel est inférieur à 160 000 litres, seront exonérés de la taxe fiscale pour dépassement de quota individuel dans la limite de 10 000 litres
- **250 millions d'euros de prêts bancaires** débloqués sur demande du gouvernement

### **Le Conseil des ministres de l'Union européenne (19 et 20 octobre 2009) consacré à l'agriculture et à la pêche a décidé de prendre des mesures fortes pour redresser la filière laitière**

- **création d'un fonds laitier de 280 millions d'euros** au bénéfice des producteurs les plus en difficulté - la **France** en reçoit 17% (soit **47,6 millions d'euros**, deuxième bénéficiaire après l'Allemagne)
- mise en place d'une **clause d'urgence** dans le cadre de l'Organisation Commune du Marché Unique qui permet d'examiner dans des délais très brefs la mise en place d'un **dispositif d'aide au stockage privé pour le fromage**
- renforcement **distribution de lait dans les écoles** (à l'étude par la Commission)
- **dispositif de rachat de quotas** par les Etats-membres, comparable à celui déjà mis en place en France

## **La filière porcine**

### **En chiffres**

- **4<sup>ème</sup> rang UE avec 10% du cheptel communautaire**. 15 millions de porcins répartis dans 37 000 exploitations
- **20 000 éleveurs de porcs spécialisés** / production de 25 millions de porcs charcutiers par an
- **75% des effectifs situés dans le Grand Ouest** (Bretagne et Pays de Loire et Basse-Normandie)
- **77 groupements de producteurs** regroupent 94% de la production
- Echanges commerciaux de viande de porc principalement communautaires. **Autosuffisance à hauteur de 105%**
- premiers groupes français d'abattage : **Cooperl Arcantlantique** (6 millions de porcs), **Bigard Socopa** (5 millions de porcs) et **Gad/Europig** (2,8 millions de porcs)
- **354 entreprises charcutières**, traiteurs et transformatrices de viandes

### **Le soutien de l'Etat**

- **2008** : dispositifs d'aide relatifs à la **prise en charge d'intérêts d'emprunts ainsi qu'aux prêts de crise** (6 millions d'€ de fond d'allègement de charges et 10 millions d'€ de prêts de crise). **L'ampleur de la crise n'a pas permis aux éleveurs de résorber les pertes importantes de trésorerie.**
- **Avril 2009** : **plan porcin de 6 millions d'€**, en attendant que la baisse de production prévue redresse significativement les cours d'ici l'été. Or, **les cours ne cessent de continuer à baisser depuis le mois d'août 2009.**

## **CONTACT**

DIRECTION DE LA CAMPAGNE NATIONALE

55, rue La Boétie – 75008 Paris

Tél. : 01.40.76.27.28

regionales2010@u-m-p.org



progressistes.fr

le nouveau centre



## LA FRANCE CHANGE, NOS RÉGIONS DOIVENT CHANGER AUSSI.

- **15 septembre 2009 : aide de 30 millions d'euros pour les filières d'élevage** (prise en charge d'intérêts d'emprunts, des suivis type agriculteurs en difficulté, ou encore des aides à la reconversion professionnelle). Les élevages de porc peuvent en bénéficier.
- Depuis le **7 octobre 2009** : les entreprises françaises exportatrices de porcs pourront bénéficier d'un **nouveau dispositif d'assurances-crédits pris en charge par les pouvoirs publics**, afin de pallier aux défaillances de certains clients étrangers.

### La filière céréalière

#### En chiffres

- La France est le **1<sup>er</sup> producteur céréalier d'Europe** avec environ 60 millions de tonnes de céréales par an dont 34 millions de blé tendre, 14 millions de maïs et 11 millions d'orge
- **La France exporte 50% de sa production** (30% au sein de l'Union européenne)

#### Les prix institutionnels et la protection de la filière

- Le prix pour toutes les céréales est de **101,31 € la tonne**. **Changement à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2010** : l'intervention prendra généralement la forme d'une adjudication (mise aux enchères descendantes)
- NB : **depuis 1993, le prix a été réduit de 40%** afin de renforcer la compétitivité des céréales communautaires. Cette baisse avait été **compensée par une aide directe** qui sera **réduite avec la mise en œuvre du « bilan de santé de la PAC »** adopté en 2009

### L'agro-équipement

La production européenne (UE 15) d'outils agricole représente 42% de la production mondiale. Après 2008, année exceptionnelle (hausse de 21,6 % par rapport à 2007), l'agro-équipements sur le marché français : 2,32 milliards d'€ au 1<sup>er</sup> semestre 2009, soit un retrait de 1,3% par rapport à la même période de 2008.

#### 1<sup>er</sup> semestre 2009 - début de ralentissement

- **Marché français : +5,7%** par rapport à la même période de 2008, soit 560 millions d'Euros
- **Importations : -3%** à 1,76 milliard d'Euros. L'Allemagne demeure le 1<sup>er</sup> fournisseur de la France (32%), suivie par l'Italie (17%) et les Etats-Unis (10%)
- **Exportations : -15,8%** à 1,25 milliard d'Euros

Le 1<sup>er</sup> semestre 2009 se solde par des résultats satisfaisants compte tenu du contexte général. La baisse généralisée des prix à la production agricole (plus ou moins disparate en fonction des secteurs agricoles) a brisé la confiance des agriculteurs observée ces dernières années.

#### 2<sup>ème</sup> semestre 2009 - poursuite du ralentissement

- Même si les récoltes 2009 sont satisfaisantes, **le niveau bas des prix à la production engendre un climat d'incertitude**, et par là même un attentisme dans les investissements d'agro-équipements
- De plus, **le stock** en matériels neufs et/ou d'occasion **freine les habituelles commandes** d'avant-saison
- Marché de 3,9 milliards d'Euros se rapprochant du niveau de 2007

#### Incertitudes et défis pour 2010

- Les industriels et distributeurs s'inscrivent dans la **réflexion sur la réforme de l'agriculture en France et la refonte de la PAC** pour proposer aux entreprises agricoles des solutions pertinentes, répondant aux nouveaux défis de l'agriculture et s'inscrivant dans un développement durable
- La synthèse des différentes prévisions incite les professionnels du secteur à prévoir pour **2010** une **poursuite de la baisse** du marché français des agro-équipements à 3,5 milliards d'Euros

### CONTACT

DIRECTION DE LA CAMPAGNE NATIONALE

55, rue La Boétie – 75008 Paris

Tél. : 01.40.76.27.28

regionales2010@u-m-p.org



progressistes.fr

le nouveau centre

